

INTERVIEW

CRISE AU SOUDAN

« Chaque manifestation est un référendum »

David Angel

Après le renversement du dictateur el-Bechir en 2019 et avec la mise en place d'une période de transition devant aboutir à des élections libres, le Soudan semblait s'engager sur une voie démocratique. C'était sans compter avec l'armée, qui a repris le pouvoir à travers un coup d'État en octobre 2021. Interviewée par le woxx, la chercheuse en droit international Habiba Abubaker explique la situation d'un pays en pleine tourmente.

woxx : *Habiba, tu es soudanaise, et beaucoup de tes proches sont évidemment au Soudan. En amont de l'interview, tu m'as confié avoir peur pour ta famille et tes amis.*

Habiba Abubaker : En effet, ma famille est au Soudan et vit la situation de près. Je suis en contact avec mes proches plusieurs fois par semaine. Et oui, j'ai peur pour eux... Mais en même temps, là-bas, des gens meurent tous les jours, alors qui suis-je pour avoir peur, moi qui suis au Luxembourg ?

On a pu lire que les militaires avaient coupé l'internet dès leur prise de pouvoir.

En effet, dès les premières heures du coup d'État, les militaires regroupés autour du lieutenant-général Burhan ont déclaré l'état d'urgence, suspendu en partie la constitution transitoire et coupé l'internet, ainsi que tous les autres moyens de télécommunication. Au total, sur les mois d'octobre, novembre et décembre, il y a eu 37 jours de « black-out » total, où les gens ne pouvaient ni communiquer entre eux ni avec l'étranger. C'était très difficile d'avoir accès à des informations. Mais maintenant, l'internet et les autres moyens de télécommunication ont été rétablis.

Quelle est la situation actuelle ?

Comme depuis le début du coup d'État du 25 octobre 2021, des manifestations ont lieu plus ou moins

toutes les semaines. Lundi, sept personnes ont été tuées et des centaines blessées - ce qui porte le nombre officiel de morts dans le cadre du mouvement anti-putsch à 71 et le nombre de blessés à plus de 2.200. Suite aux événements d'hier, les syndicats et plus généralement la société civile ont appelé à une grève générale pour mercredi et jeudi. L'appel a été très largement suivi et le pays est à l'arrêt.

« Il faut que l'armée abandonne une fois pour toutes le pouvoir. »

Il n'y a donc pas de désescalade des tensions en vue pour le moment ?

Je dirais qu'on est plus dans une phase d'escalade que de désescalade. Des « comités de résistance » se sont formés à travers le Soudan, afin d'organiser les manifestations de la manière la plus sûre possible. Néanmoins, la tension est très forte. Des gens sont poignardés dans la rue, d'autres ont été écrasés par des véhicules blindés. Il y a des vidéos qui montrent des militaires attaquer des maisons, des hôpitaux, même des veillées funèbres.

Les efforts de la communauté internationale semblent s'orienter vers un nouveau compromis entre forces civiles et militaires...

C'est vrai. La politique internationale est en général très axée sur les négociations comme moyen de mettre un terme à des conflits. On essaye de trouver des solutions rapides, à court terme. Le problème, c'est qu'on ne s'attaque pas aux racines du problème.

C'est-à-dire ?

La demande des manifestant-es, qui à mes yeux représentent une très grande majorité de la population, est claire : il faut un gouvernement entièrement civil, sans ingérence de la

part de l'armée. D'ailleurs, le principal slogan dans les manifs, c'est « Pas de négociations, pas de compromis, pas de partage du pouvoir ! ». Il faut que l'armée abandonne une fois pour toutes le pouvoir. La population veut un pouvoir civil et veut que les responsables des massacres soient jugés, que l'armée soit restructurée. Chaque nouvelle manifestation est un référendum en ce sens.

Pourtant, quand en 2019 le dictateur Omar el-Bechir est renversé après 30 ans au pouvoir par un coup d'État qui suit des mois de manifestations et d'émeutes, c'est une lueur d'espoir pour ce pays dont l'histoire est marquée par pas moins de 17 coups d'État. Qu'est-ce qui n'a pas marché ?

Quand la révolution renverse el-Bechir en 2019, le « Conseil militaire transitionnel » prend le pouvoir et entre tout de suite en négociations avec les partis politiques et les syndicats. Ses principaux interlocuteurs sont les Forces de la liberté et du changement, coalition de toute une série de partis politiques de différents

bords, et l'Association professionnelle soudanaise, principale confédération syndicale du pays. À un moment, quelques semaines après le renversement d'el-Bechir, les militaires décident de quitter la table des négociations et de couper l'accès à l'internet.

Ça semble être une habitude...

Tout à fait. Néanmoins, des manifestations éclatent dans tout le Soudan. L'armée essaye de les réprimer avec une très grande violence. Le 3 juin 2019, au moins 127 manifestant-es sont assassiné-es alors qu'ils et elles participent à un sit-in devant le QG de l'armée. C'est un tournant. À partir de là, l'opinion publique internationale s'intéresse de plus près à ce qui se passe dans le pays. Des manifestations de masse ont lieu. Cela rééquilibre quelque peu les choses entre les militaires et leurs interlocuteurs civils.

À la suite de ces événements de juin 2019, les négociations reprennent et un « accord de partage du pouvoir » est finalement signé. Que contient-il ?

Habiba Abubaker, 28 ans, est doctorante et chercheuse en droit international à l'institut Max Planck au Luxembourg. Originaire du Soudan, elle est en contact étroit avec ses proches sur place et suit les événements quasiment en direct - quand l'internet n'est pas coupé.



Depuis le 25 octobre 2021, début du coup d'État, des manifestations ont lieu toutes les semaines. Selon les chiffres officiels, il y a eu 71 morts et plus de 2.200 blessé-es.



PHOTO : ANONYME

Une période de transition de 39 mois avant des « élections libres » est prévue et une constitution de transition entre en vigueur. Un « conseil de souveraineté » composé en partie de militaires, en partie de civils et d'une personne choisie par les deux partis est mis en place. À côté de ça, un gouvernement composé de technocrates, dont le premier ministre sera Abdallah Hamdok, entre en fonctions, tout comme un parlement composé aux deux tiers de forces civiles et à un tiers de militaires. Le problème, c'est que cet accord n'a fait que reporter le problème. D'ailleurs, il a été négocié de manière peu transparente, et ses détails ne sont pas connus.

« Dès les premières heures du coup d'État, les militaires ont déclaré l'état d'urgence et coupé l'internet ainsi que tous les autres moyens de télécommunication. »

Pourquoi n'a-t-il fait que reporter le problème ?

Parce qu'il n'y avait pas de vraie stratégie pour après la période de transition, mais aussi parce que la répartition des compétences entre les différentes institutions créées n'était pas claire. Au sein du « conseil de souveraineté », les militaires devaient avoir le leadership pendant 21 mois, avant de le rendre aux forces civiles. Un mois avant ce tournant potentiel, le 25 octobre 2021, le dernier coup d'État a eu lieu. Un coup orchestré par les composantes militaires du gouvernement de transition et mené par le lieutenant-général Burhan.

Comment s'est déroulé le putsch du 25 octobre 2021 ?

Le premier ministre Hamdok a, dans un premier temps, été kidnappé. Après une courte période où il a été officiellement « l'invité » du lieute-

nant-général Burhan, qui a indiqué que Hamdok se trouvait à son domicile - ne me demande pas le pourquoi du comment, personne n'a compris -, il a été assigné à résidence. Ensuite, l'internet et les autres moyens de télécommunication ont été coupés pour éviter que les gens s'organisent. Des centaines d'activistes ont été arrêtés de manière totalement arbitraire. L'état d'urgence a été déclaré et Burhan a annulé en partie l'accord de partage du pouvoir.

En partie seulement ?

Oui, il n'a annulé que quelques-unes des clauses. Mais étant donné que c'est un accord qui, comme le nom l'indique, prévoit le partage du pouvoir, il n'a plus de légitimité à partir du moment où le pouvoir n'est plus partagé.

Le premier ministre Hamdok a joué un rôle ambigu...

Il a été assigné à résidence et totalement isolé. Les manifestant-es demandaient sa libération immédiate ainsi que son retour au pouvoir à la tête d'un gouvernement civil. Mais, à un moment, afin d'apaiser les tensions, les militaires l'ont autorisé à accueillir chez lui les Forces de la liberté et du changement pour des négociations. Considérant sa totale isolation et la situation globale, celles-ci ont refusé de participer à des négociations.

Au final, Hamdok a signé lui-même un accord avec les militaires et a repris ses fonctions en tant que premier ministre.

C'est ça. Mais alors qu'en 2019 les accords de partage du pouvoir avaient été négociés par une large coalition de partis et les syndicats, là, il n'avait négocié qu'en son propre nom. D'ailleurs, il a démissionné le 2 janvier, devant l'impossibilité de trouver une solution au conflit. Et les manifestations continuent...

« La politique internationale est en général très axée sur les négociations. On essaye de trouver des solutions rapides, à court terme. »

Comme dit plus haut, le Soudan a connu 17 coups d'État militaires dans son histoire récente.

Comme dans d'autres pays africains, on est là devant l'héritage du colonialisme européen. Dans la plupart de ces pays, l'armée a été mise en place par les colonisateurs. Au Soudan, elle a été fondée en 1925 par les Britanniques. Le rôle de l'armée, dans l'imaginaire, mais aussi dans sa propre conception, n'a jamais été de servir le pays ou sa population, mais de protéger les puissants - et ses

propres intérêts. D'où cette idée que les militaires devraient avoir leur mot à dire. Je pense qu'il faut en finir avec cette conception. Il est dangereux, dans tous les cas, de faire participer l'armée à la politique d'un pays. D'où la demande des manifestant-es d'écarter totalement les militaires du pouvoir, et d'où le refus de négocier avec eux.

N'y a-t-il jamais eu la tentation, du côté des manifestant-es, d'également prendre les armes ?

Non, pas à ce que je sache. La non-violence, c'est ce qui a caractérisé la révolution de 2019, et cet état d'esprit est toujours présent.

Es-tu optimiste pour le futur proche de ton pays ?

Euh... je ne m'attendais pas à cette question. Est-ce que je suis optimiste ? Oui, parce que je suis quelqu'un d'optimiste. C'est difficile de ne pas être optimiste pour son pays, de se dire que... Enfin, quand je vois l'esprit de résistance et l'entêtement de mes compatriotes, je ne peux être qu'optimiste. D'une manière ou d'une autre, le Soudan s'en sortira.